



ACCORD
D'UNE DÉCLARATION PRÉALABLE -
CONSTRUCTIONS, TRAVAUX,
INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS
NON SOUMIS À PERMIS COMPRENANT
OU NON DES DÉMOLITIONS

Dossier enregistré en mairie et réputé complet le 31/10/2025
sous la référence DP 59265 25 Z 0086

Arrêté GOM265-UR-2026-5 délivré par le Maire au nom de la commune

Caractéristiques de la demande

Demandeur :

Monsieur Benjamin DEMARET

Deumeurant à :

250 ROUTE DU QUESNOY - 59144 GOMMEGNIES

Objet de la demande :

Édification clôture + portail

Sur un terrain sis à :

250 ROUTE DU QUESNOY - 59144 GOMMEGNIES

Cadastré : **C 673, C 670**

Benoît GUIOST, Maire de Gommegnies,

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu l'avis de dépôt de la demande de déclaration préalable affiché en date du 31/10/2025,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 29/01/2020, modifié les 24/11/2021, 22/06/2022 et 15/12/2022, 23/06/2023, 13/12/2023 et 10/01/2025,

Vu le linéaire de haies protégées à l'alignement figurant sur la carte des éléments protégés pour des motifs d'ordre écologique (L151-23 du Code de l'Urbanisme) annexée au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal,

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu l'avis des services de NaTran ci-joint,

Vu l'avis des services de la Direction de la Voirie Départementale ci-joint,

Considérant que les terrains susvisés sont situés en zone UC du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et l'application de son règlement,

Considérant que le projet intéresse l'édification, à l'alignement, d'un portail plein d'une largeur de 4.8 ml et d'une clôture à claire-voie de part et d'autre du portail pour partie de 5.3 ml et pour partie de 1.2 ml, le tout d'une hauteur de 1.80 m et de coloris noir,

Considérant le linéaire de haies protégées au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme présent à l'alignement,

Considérant que les dispositions générales - 3. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions – 1. 1 Les éléments protégés pour des motifs d'ordre écologique (L151-23 du Code de l'Urbanisme) du règlement annexé au dit Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, stipulent que :
« (...) Les haies préservées en vertu de l'article L151-23 du code de l'urbanisme ne pourront être arrachées ou détruites que dans les cas suivants :

- (...) Création d'un accès à une parcelle urbanisable, dans la limite maximale de 5 mètres, sous réserve de la plantation d'un linéaire de haie d'essences locales figurant sur la liste annexée. Sur une distance équivalente ou, en cas d'impossibilité, d'un arbre de haut-jet d'essence locale pour 5 mètres de haies arrachées ;
- Travaux d'aménagement sous réserve de la plantation, sur une distance équivalente, d'un linéaire de haies d'essences locales figurant sur la liste annexée au PLUi. Et à condition que l'aménagement soit correctement intégré dans le paysage ; (...) »

Considérant que les dispositions de l'article UC – Clôtures du règlement annexé au dit Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, stipulent que :

« La hauteur des clôtures en front à rue ne devra pas excéder 1.60 mètre. La hauteur des piliers des portails peut être portée à 1.80 mètres. »

Considérant que le projet, conformément aux pièces jointes à la demande d'autorisation, appelle des prescriptions au titre des dispositions générales et du règlement applicable en zone UC du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, au titre de la Direction de la Voirie Départementale et au titre des services de NaTran,

Considérant le résultat de l'instruction de la demande susvisée par le service ADS de la Communauté de Communes du Pays de Mormal ;

ARRÊTE

Article 1 :

il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée sous réserve du respect des articles suivants.

Article 2 :

Conformément aux dispositions générales susvisées, suite à la suppression, à l'alignement, d'une partie du linéaire de haies protégées au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme, un linéaire de haies d'essences locales sera planté sur une distance équivalente, ou en cas d'impossibilité, un arbre de haut-jet pour 5 ml de haies arrachées.

Article 3 :

La clôture n'excèdera pas une hauteur de 1.60 m

Article 4 :

Le portail doit être implanté à 5 m minimum du bord de la chaussée de façon à ce qu'un véhicule en attente d'entrer ne stationne pas sur celle-ci.

Article 5 :

Le pétitionnaire consultera le "Guichet Unique des réseaux" www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr et adressera les déclarations aux exploitants de réseaux présents à proximité de son projet.

Fait à Gommegnies,
le vendredi 30 janvier 2026
Le Maire,



Benoît GUIOST

Arrêté affiché en mairie à la date de délivrance
Pour une durée de 2 mois

CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRÉSENTE AUTORISATION DEVIENT EXÉCUTOIRE

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée deux fois un an, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.